

# Rapport moral

Réseau français des villes éducatrices

AG du 14 juin 2024



Le temps est compté, et notre pays est au bord du précipice.

Le vote de l'extrême droite atteint un niveau record lors des élections européennes de ce 9 juin. Cette tendance se confirme dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite réalisent le score le plus élevé.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et en organisant des élections législatives dans un délai jamais vu de trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques et Paralympiques, le président de la République prend une lourde responsabilité ; celle d'ouvrir en grand les portes de Matignon au Rassemblement National.

Il faut un sursaut démocratique et social. A défaut, l'extrême droite arrivera au pouvoir.

Avec l'extrême droite au pouvoir, l'Ecole de la République et l'ensemble des politiques éducatives seraient parmi les premières victimes du projet politique du rassemblement national, et avec elle, l'avenir des enfants et des jeunes de notre pays.

Les enfants, les enseignants, les animateurs, les associations d'éducation populaire, les syndicats, déjà fragilisés par un manque de moyens à la hauteur, seraient sacrifiés sur l'autel du dogmatisme autoritaire, conservateur, identitaire et réactionnaire du Rassemblement National.

Élus locaux en charge des politiques éducatives dans nos communes, nous ne pouvons nous résoudre à mettre en œuvre un projet qui réduit l'éducation à l'encadrement idéologique des enfants et des jeunes. Il nie la singularité des enfants et la liberté pédagogique des enseignants, enferme l'école sur elle-même en imposant un autoritarisme excluant, remettrait en cause les initiatives locales, renforcerait les inégalités et l'exclusion de toutes celles et ceux n'ayant pas la bonne origine sociale, la bonne religion, la bonne couleur de peau ou la bonne nationalité.

Nous refusons le projet du RN qui veut imposer une vision passéiste et rétrograde de l'éducation. Nous refusons de nous voir imposer l'uniforme. Nous refusons une école qui aurait pour seule fonction de véhiculer des valeurs de repli sur soi, de stigmatisation et d'exclusion, selon la vision idéologique du RN. Nous refusons une réforme du temps scolaire qui alourdirait considérablement la journée des enfants. Nous refusons le tri précoce des élèves. Nous refusons la fin de la formation des enseignants adossée à l'Université. Nous refusons de voir disparaître l'éducation prioritaire. Nous refusons une école qui ne soit plus un lieu d'émancipation. Nous refusons de voir à l'œuvre la démolition et la déconsidération des mouvements d'éducation populaire, partenaires essentiels d'une école émancipatrice. Nous refusons que la politique petite enfance soit limitée à une course à la natalité sans réflexion sur les modes de garde et le développement des tout-petits. Nous refusons la stigmatisation de certaines familles monoparentales ou homoparentales plutôt que le soutien et l'accompagnement de ceux qui en ont besoin. Ces propositions sont celles de l'extrême droite.

Nous voulons une école publique ouverte, ambitieuse, considérée comme un enjeu prioritaire pour notre pays, une école dotée de moyens suffisants et favorisant la mixité sociale et scolaire. Nous voulons une école qui offre les mêmes chances de réussites partout, pour toutes et tous, dans les quartiers, dans les campagnes et dans les villes.

Face à la gravité de la situation, nous, élus en charge des politiques éducatives des villes de France, forts de notre diversité géographique, politique et de nos tailles avec pour conviction commune la vision plurielle et émancipatrice de l'éducation, nous élus militants pour l'avenir de nos jeunes et confiants en leur capacité à relever les défis de demain, nous appelons au sursaut citoyen et au rassemblement de tous les acteurs éducatifs qui refusent le pire.

Le temps est compté !

Émilie Kuchel  
Présidente du Réseau français des villes éducatrices